

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES BRUXELLOISES DU 13 JUIN 2004 : UNE SPECTACULAIRE RECOMPOSITION

Le scrutin fédéral du 18 mai 2003 avait frappé les imaginations par l'ampleur des mouvements dessinés par l'électeur¹. Deux familles politiques et quatre partis en étaient sortis gagnants : les socialistes du Parti socialiste (PS) et du cartel Socialistische Partij, anders-Spirit (SPA-Spirit), et les libéraux des Vlaamse Liberaten en Democraten (VLD) et du Mouvement réformateur (MR). Deux autres familles et quatre formations étaient ressorties égratignées : les verts d'Ecolo et d'Agalev enduraient une très sévère déroute, tandis que les démocrates chrétiens du Christen Democratisch en Vlaams (CD&V) et du Centre démocrate humaniste (CDH) se tassaient encore par rapport à leur score calamiteux de juin 1999. Pour sa part, le Vlaams Blok voyait sa "règle d'or" tristement confirmée : il ne perd aucune élection depuis le scrutin communal d'octobre 1988.

Dans la foulée logique de ce scrutin était mis en place un exécutif fédéral associant les quatre formations démocratiques ayant remporté le scrutin. Dans le même temps, les exécutifs régionaux et de Communauté conservaient les mêmes majorités, essentiellement socialiste-libérale-verte, sauf en Région bruxelloise où Ecolo avait refusé de monter dans l'attelage lors de son Assemblée générale de juillet 1999².

D'aucuns attendaient pour le scrutin régional et européen du 13 juin 2004 un vote de confirmation de cette élection. On le sait, il s'en est fallu de beaucoup. C'est qu'en un an, nombre d'éléments du contexte politique et économique se sont transformés. Contrairement à la situation qui prévalait au moment de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Verhofstadt I en 1999, la conjoncture économique était, lors du lancement du nouvel exécutif fédéral, beaucoup plus morose et n'a autorisé aucun "moment de grâce". Par ailleurs, la nouveauté associée au renvoi des démocrates chrétiens dans l'opposition s'était singulièrement estompée. Plus fondamentalement, le gouvernement Verhofstadt II a vu le jour avec deux perspectives politiques très dissemblables dans le chef des socialistes et des libéraux. Les premiers souhaitaient rendre visible une rupture avec l'exécutif précédent eu égard à un rapport de forces sensiblement différent de la situation qui prévalait en 1999. Désormais la famille socialiste était la première du

Royaume en voix et à une encablure en sièges. À l'opposé, les libéraux visaient à marquer ce gouvernement du sceau de la continuité par rapport à la législature précédente. En dépit des signes avant-coureurs manifestés lors de la formation de l'exécutif, il n'est pas évident que les libéraux (flamands) aient bien intégré cette nouvelle donne. L'exécutif fédéral était par ailleurs handicapé par la proximité de la tenue du scrutin régional, qui a retardé d'un an son véritable envol et les arbitrages, notamment budgétaires et institutionnels, essentiels.

Au surplus, cette première année a été jalonnée de plusieurs crises entre partenaires du gouvernement. En outre, le paysage politique lui-même subissait quelques changements. Le CD&V désormais dirigé par Yves Leterme concluait un cartel électoral avec la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA) de Geert Bourgeois, tandis qu'Agalev muait en Groen !, présidé par l'ancienne ministre régionale Vera Dua.

Pour ce qui a trait plus spécifiquement à la Région bruxelloise, la situation n'était pas plus claire. Depuis les élections communales d'octobre 2000, les relations entre socialistes et libéraux étaient particulièrement tendues. Par ailleurs, au lendemain du scrutin fédéral, le MR avait changé une nouvelle fois de ministre-président en nommant Daniel Ducarme en lieu et place de François-Xavier de Donnea. Ducarme n'exerça pas longtemps la fonction. Éclaboussé par une affaire fiscale, il céda son maroquin au printemps 2004 à Jacques Simonet. Enfin, Charles Picqué, ministre-président socialiste entre 1989 et 1999, revenait dans la compétition régionale avec l'ambition de reconquérir la ministre-présidence.

L'autre grande question pour le scrutin régional était bien évidemment la capacité éventuelle du Vlaams Blok à bloquer les institutions bruxelloises. La cour d'arbitrage avait cassé un des dispositifs visant à le contrer et aucune nouvelle loi spéciale n'avait été adoptée, faute de volonté politique au nord du pays surtout. En revanche, dans le cadre d'un accroissement du nombre de députés dans le collège flamand – dix-sept garantis –, tous les partis démocratiques flamands avaient fait un groupement de listes susceptible d'influer sur l'attribution de l'un ou l'autre siège.

Pascal Delwit

¹ DELWIT P. et VAN HAUTE É., *Les élections fédérales du 18 mai 2003 : un scrutin de "dé-fragmentation"*, dans *L'année sociale 2003*, Institut de sociologie, Bruxelles, 2004, pp. 11-24.

² DELWIT P., *Composition, décomposition et recomposition du paysage politique en Belgique*, Labor, Bruxelles, 2003.

Dans ce contexte fédéral et bruxellois, les inconnues pour la capitale étaient nombreuses tant sur le plan des performances électorales que sur celui des lendemains politiques. Néanmoins, le MR partait dans une situation difficile compte tenu des événements qui l'avaient affecté, mais aussi d'une situation d'isolement politique dans laquelle il s'était placé, notamment envers le CDH. Bien qu'a priori en passe de rester le premier parti de la Région, il avait face à lui une formation socialiste qui avait un jeu plus ouvert en termes d'alliances.

LES RÉSULTATS

En Région bruxelloise, on peut décliner le scrutin en sept tendances majeures.

1. Le PS est le grand triomphateur du scrutin, électoralement et politiquement. Des quatre (cinq si l'on y ajoute Spirit) formations de la coalition gouvernementale fédérale, le PS est le seul à confirmer l'excellent résultat du 18 mai 2003. Il fait même mieux puisqu'il l'amplifie fortement en Région bruxelloise. Dans la capitale, le PS enregistre une progression de près de treize points par rapport au scrutin régional de 1999 et de plus de quatre points par rapport au scrutin fédéral de 2003. Celle-ci lui permet de (re)devenir le premier parti de la Région devant le MR, perspective inespérée même à la veille du scrutin.

Surtout, pour la première fois, le score cumulé du FDF et du PRL est inférieur à celui du PS. L'électorat a plébiscité Charles Picqué qui obtient un score exceptionnel de 59 216 voix de préférence !

Comme on peut le voir dans le tableau 2, le PS reprend son emprise dans les communes du centre-ouest et du nord-ouest (cantons de Saint-Gilles³, de Bruxelles⁴, de Molenbeek⁵ et d'Anderlecht⁶), mais ses performances dans les communes du sud-est et du

centre-est, traditionnellement plus difficiles pour lui, sont appréciables aussi : 24,14 % dans le canton d'Ixelles⁷, 21,28 % dans le canton de Saint-Josse⁸ et 26,88 % dans celui d'Uccle⁹.

2. Pour le MR, le reflux est très significatif. Il passe largement sous la barre des 30 %, situation à peine envisagée par les plus pessimistes dans ses rangs. Les libéraux perdent plus de six points par rapport à 1999 et trois points par rapport à l'élection fédérale de 2003. Surtout, nous l'avons mentionné, le MR abandonne son statut – qui semblait pourtant hors d'atteinte – de premier parti de la capitale. En dépit d'un score personnel très appréciable pour Jacques Simonet (36 832 voix de préférence), c'est un désaveu cinglant pour la famille libérale.

Alors qu'en 1999, la fédération PRL-FDF franchissait la barre des 40 % dans les trois cantons qui sont ses bastions (Ixelles, Saint-Josse, Uccle), elle ne réalise cette performance nulle part à l'occasion de ce scrutin. Dans l'importante commune de Bruxelles, le MR est devancé de dix points par le PS (voir tableau 2).

3. Après avoir raté son entrée en matière, le CDH a réussi sa deuxième sortie électorale. Les démocrates chrétiens francophones enregistrent une forte progression à Bruxelles (plus 4,3 et 2,5 points par rapport à 1999 et 2003), où ils étaient menacés de marginalité politique¹⁰ à la suite des scrutins régional (1999), communal (2000) et fédéral (2003).

Outre le dynamisme de l'équipe sortante, le CDH a sans doute aussi bénéficié de deux apports majeurs dans cette campagne : celui de Francis Delpérée (10 878 voix de préférence) en particulier dans le canton de Saint-Josse et celui de l'ancien MR Stéphane de Lobkowicz (3 398 voix de préférence), qui a entamé une part du capital électoral libéral dans le canton d'Uccle.

TABLEAU 1 : RÉSULTATS ÉLECTORAUX EN RÉGION BRUXELLOISE

	% 1999	% 2003	% 2004	Sièges 2004
PS	16,01	24,56	28,75	26
MR (PRL-FDF)	34,41	30,95	28,02	25
CDH (PSC)	7,92	9,51	12,14	10
Ecolo	18,27	9,43	8,35	7
FN	2,63	3,53	4,67	4
VLB (VLD-VU-D)	3,22	3,11	2,74	4
SPA-Spirit (SP-Aga)	3,10	2,76	2,44	3
CD&V-NV.A (CVP-CD&V)	3,35	2,28	2,31	3
Vlaams Blok	4,52	5,93	4,69	6
Groen ! (Agalev)		0,82	1,35	1

³ Le canton de Saint-Gilles reprend les contours de la commune de Saint-Gilles.

⁴ Le canton de Bruxelles reprend les contours de la commune de Bruxelles.

⁵ Le canton de Molenbeek comprend les communes de Ganshoren, de Jette, de Koekelberg et de Molenbeek.

⁶ Le canton d'Anderlecht comprend les communes d'Anderlecht et de Berchem-Sainte-Agathe.

⁷ Le canton d'Ixelles comprend les communes d'Auderghem, d'Ixelles et de Watermael-Boitsfort.

⁸ Le canton de Saint-Josse comprend les communes d'Etterbeek, de Saint-Josse, de Woluwe-Saint-Pierre et de Woluwe-Saint-Lambert.

⁹ Le canton d'Uccle comprend les communes de Forest et d'Uccle.

¹⁰ DELWIT P., *Les mutations électorales du parti social chrétien*, dans DELWIT P. (éd.), *Le parti social chrétien. Mutations et perspectives*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2002, pp. 65-81.

**TABLEAU 2 : LES PERFORMANCES ÉLECTORALES COMPARÉES
DES PARTIS FRANCOPHONES DANS LES HUIT CANTONS**

	Anderlecht	Bruxelles	Ixelles	Molenbeek	Saint-Gilles	Saint-Josse	Schaerbeek	Uccle
PS-1999	18,74	16,10	11,49	18,65	29,56	11,55	18,21	14,85
PS-2003	26,08	25,71	19,77	27,12	40,8	19,00	28,37	21,79
PS-2004	30,02	31,30	24,14	29,89	48,93	21,28	33,13	26,88
MR-1999	26,19	27,89	43,86	27,36	20,76	42,52	29,81	44,44
MR-2003	26,29	25,93	38,18	25,87	17,85	36,30	26,89	40,92
MR-2004	24,21	21,18	36,47	23,11	13,76	35,34	23,72	35,97
CDH-1999	5,67	6,88	6,96	8,14	5,61	12,39	7,97	6,88
CDH-2003	7,25	8,73	9,42	8,81	6,14	14,39	8,98	9,07
CDH-2004	9,54	11,64	10,48	12,02	7,08	16,90	11,95	12,80
Ecolo-1999	16,82	17,17	21,80	15,15	24,09	16,90	19,48	19,58
Ecolo-2003	6,79	7,74	14,43	6,15	14,57	9,72	9,70	10,64
Ecolo-2004	5,50	6,93	12,85	5,47	12,54	9,05	8,44	9,49
FN-1999	4,00	2,87	1,59	3,91	2,52	1,60	2,76	1,85
FN-2003	5,39	3,75	2,62	4,31	2,83	2,68	3,26	3,05
FN-2004	6,96	4,51	3,39	6,06	3,56	3,45	4,87	3,80

4. Pour sa part, Ecolo reste à marée (très) basse. Alors que les verts francophones escomptaient atteindre un pourcentage à deux chiffres à Bruxelles, Ecolo est loin du compte. La défaite traumatique de mai 2003 est corroborée. Dans la Région bruxelloise, elle est même approfondie en raison sans doute d'un effet "vote utile" au profit de Charles Picqué. Selon une enquête que nous avons menée, 17 % des électeurs d'Ecolo en 2003 ont voté pour le PS en 2004¹¹. En dépit de l'augmentation du nombre de députés régionaux, Ecolo passe de quatorze mandataires à sept. Ses zones de force demeurent aussi les communes du centre et du sud-est de la capitale. En revanche, sa pénétration au nord du canal reste confinée en dépit de sa présence aux affaires communales dans les localités de Molenbeek et d'Anderlecht, par exemple.

5. Le Front national confirme son rebond de 2003. L'extrême droite francophone progresse par rapport tant à 1999 qu'à 2003 et réussit à franchir le seuil de 5 % dans le collège francophone. Sa présence est surtout significative dans les communes populaires de l'ouest et du nord-ouest de la capitale (cantons de Bruxelles-Laeken, d'Anderlecht, de Schaerbeek¹² et de Molenbeek).

6. En dépit d'un score toujours élevé, le Vlaams Blok s'est révélé incapable de réussir son pari : rendre le fonctionnement de la Région impossible. Le parti d'extrême droite flamand reste de loin le premier parti flamand et progresse par rapport à 1999. En revanche, il se tasse légèrement si on prend 2003 comme point de référence.

7. En ce qui concerne les autres formations politiques flamandes, il est difficile de tirer de gros enseignements. Deux points méritent cependant d'être soulignés. Le premier est la capacité de Groen ! de conserver un élu, la ministre communautaire sortante Adelheid Byttebier. Cela a notamment pour effet que le Vlaams Blok n'est désormais plus le seul parti d'opposition flamand. Le deuxième est l'affaiblissement du CD&V. Pourtant en cartel avec la N.V.A, les démocrates chrétiens flamands sont désormais la quatrième force politique flamande. Avec 40 % d'électeurs ayant plus de 50 ans et neuf dixièmes qui sont croyants¹³, un vrai problème existentiel se pose pour le CD&V bruxellois.

Au-delà des éléments que nous avons déjà évoqués pour saisir ces résultats, d'autres données peuvent permettre de les appréhender. À titre d'exemple, et comme en attestent les résultats préliminaires d'une enquête "sortie des urnes" menée par le Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles, le PS, avec le CDH dans une moindre mesure, est la formation qui semble la plus en phase avec l'électorat belge allochtone¹⁴. A contrario, le MR semble lui en difficulté de pénétration parmi les nouveaux électeurs.

En effet, parmi les 2 700 Bruxellois interrogés, on recense 56,5 % de croyants pour 43,5 % de non croyants. Mais, parmi les croyants, on peut observer des écarts significatifs de pénétration en fonction des religions déclarées. Comme on peut le voir dans le tableau 3, le MR est le premier parti parmi les catholiques, les protestants et les israélites, chez lesquels

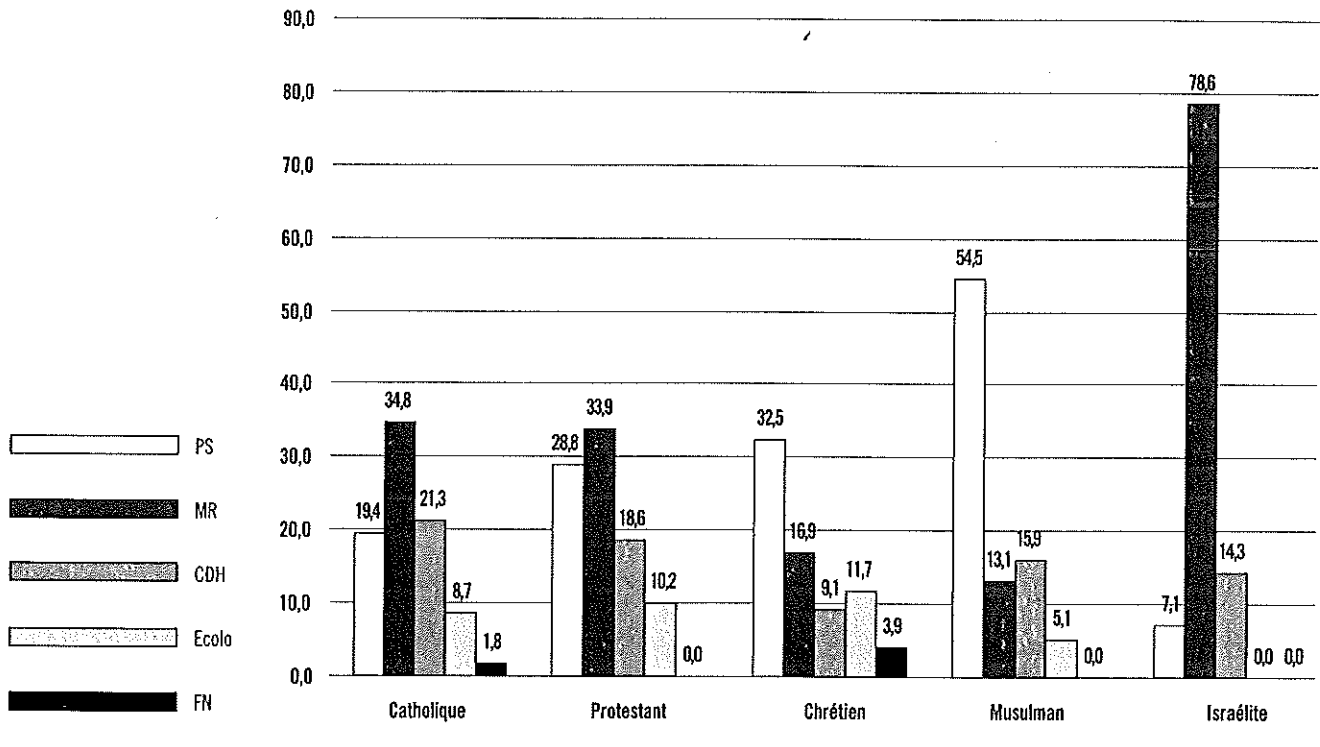
¹¹ Que s'est-il passé le 13 juin 2004 en Région bruxelloise ? Présentation des résultats préliminaires de l'Enquête "sortie des urnes" du 13 juin 2004, Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, le 1^{er} juillet 2004.

¹² Le canton de Schaerbeek comprend les communes d'Evere et de Schaerbeek.

¹³ Que s'est-il passé le 13 juin 2004 ...

¹⁴ Idem.

TABLEAU 3 : PÉNÉTRATION DES PARTIS PARMIS LES ÉLECTEURS DES DIFFÉRENTES CONFESSIONS



il capte environ quatre électeurs sur cinq. En revanche, le PS est la première formation chez les chrétiens, catholiques qui ont souvent un lien distendu avec l'Église, et surtout chez les musulmans. Chez ces derniers, la formation socialiste enlève plus d'une voix sur deux. A contrario, le MR n'est le choix que de 13,1 % des musulmans bruxellois et Ecolo de 5,1 % d'entre eux, alors que le CDH recueille 15,9 % de leurs voix.

En miroir, notons que parmi les vingt-six élus socialistes, la moitié est belge allochtone. Bien évidemment, tous les Belges allochtones ne sont pas croyants, mais ces données sont quand même très significatives.

LES SUITES POLITIQUES

Le PS, qui avait la main, a opté pour un partenariat avec le CDH et Ecolo – axe souvent qualifié d'“Olivier” –, renvoyant de la sorte le MR sur les bancs de l'opposition. C'est la première fois depuis l'installation de la Région que ni le FDF, ni le PRL ne prennent part au gouvernement. C'est par ailleurs aussi la première fois que les députés francophones de la majorité n'ont pas ensemble la majorité dans tout le Parlement bruxellois (43 sièges sur 89).

Dans cette construction, notons la posture paradoxale d'Ecolo. Il fait désormais partie du gouvernement régional bruxellois alors qu'il s'agissait du seul exécutif dans lequel il ne se trouvait pas en 1999 !

En conséquence, pour l'opinion publique et les médias, le parti apparaît être dans une vague positive à Bruxelles alors que c'est dans cette région qu'Ecolo a enregistré ses plus faibles résultats en 2004.

En Région bruxelloise, et plus généralement dans l'espace politique francophone, la mise en place des gouvernements a été marquée par un phénomène marquant, à savoir l'accession de Bruxellois d'origine étrangère à trois exécutifs : Fadila Laanan (PS) comme ministre de la Culture et de l'Audiovisuel à la Communauté française, Emir Kir (PS) comme secrétaire d'État à la Propreté publique et aux Monuments et Sites à la Région bruxelloise, et Ghislaine Mandaila comme secrétaire d'État à la Famille dans le gouvernement fédéral. Bien sûr, le fait n'est pas réellement neuf dès lors que certains Belges d'origine italienne (Elio Di Rupo, Marie Arena ...) avaient déjà accédé à ce statut. Mais c'est la première fois qu'il concerne des personnalités originaires des communautés maghrébine, turque ou d'Afrique sub-saharienne. En d'autres termes, après le niveau communal et parlementaire régional et fédéral, une réalité sociologique et démographique trouve désormais une traduction politique aux plus hauts échelons de la vie politique belge.

Pascal Delwit est professeur de sciences politiques, responsable du Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles.